



3^{èmes} Rencontres Francophones Transport Mobilité

Marne-la-Vallée, du 8 au 10 juillet 2020

Session 26

Fin du monde, fin du mois... Comment anticiper l'évolution des mobilités face aux crises sociales et climatiques ?

Organisatrice.eur.s de la session

Fabrice HASIAK, Directeur d'études « Connaissance et Analyses des mobilités », Cerema Hauts de France, Equipe de recherche ESPRIM, fabrice.hasiak@cerema.fr

Joël MEISSONNIER, Chargé de recherche en sociologie des mobilités, Cerema Hauts de France, Equipe de recherche ESPRIM, joel.meissonnier@cerema.fr

Cyprien RICHER, Chercheur, Cerema Hauts de France, Equipe de recherche ESPRIM, cyprien.richer@cerema.fr

Nicolas JUSTE, Chargé d'études, Cerema Hauts de France, Equipe de recherche ESPRIM, nicolas.juste@cerema.fr

Texte de l'appel à communications

La fin d'année 2018 a été profondément marquée en France par le mouvement des Gilets Jaunes dont l'élément déclencheur a été l'augmentation du prix des carburants à la pompe prévue par le gouvernement pour financer la transition écologique. Une grande partie de l'année 2019, la contestation s'est organisée autour de blocages de routes et de giratoires les samedis et a surtout mobilisé les habitants des zones rurales et périurbaines plus fortement dépendant de l'automobile.

La France n'est pas un cas isolé. De nombreux pays connaissent des crises sociales similaires directement liées aux conséquences sur la mobilité quotidienne d'une dégradation d'un pouvoir d'achat : Haïti en août 2019 (forte augmentation du prix de l'essence et du diesel), Equateur en octobre 2019 (fin des subventions sur les carburants qui a fait bondir les prix à la pompe de plus de 100%) ; Chili en octobre-novembre 2019 (augmentation du prix du ticket de métro).



Face à ce contexte de renchérissement des coûts pour se déplacer, les individus doivent ou vont devoir s'adapter. Les gouvernements comme les élus locaux n'ont que de faibles marges de manœuvre car parallèlement, face aux enjeux climatiques et aux engagements de plus en plus contraignants qu'ils prennent à l'échelle locale ou internationale, les territoires doivent aussi proposer et mettre en œuvre des actions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre répondant malgré tout aux besoins de mobilité des habitants.

Aujourd'hui, l'observation des mobilités (des individus comme des marchandises) s'appuie presque exclusivement sur des outils et méthodes permettant de mesurer et comprendre les comportements en situation de fonctionnement nominal (la situation dite « normale »). Comment appréhender alors les comportements en situation dégradée ? en situation de crise ? Dans un contexte de crises sociales et climatiques, comment les individus et les entreprises se comportent-ils ? Quelles sont les stratégies mises en place pour continuer à se déplacer ou au contraire se déplacer moins ?

Cette session interroge donc les pratiques de mobilité dans leurs dimensions plus ou moins résilientes. Elle vise un dialogue interdisciplinaire autour de travaux quantitatifs et qualitatifs portant notamment sur les aspects suivants :

- les outils de mesure de la mobilité en situation de crise ponctuelle ou durable (données, méthodes) ;
- la connaissance des comportements de mobilités en situation « perturbées » ;
- les stratégies et capacités d'adaptation des individus et des chargeurs face à une perturbation plus ou moins longue et importante (stratégie individuelle et collective) ;
- la vulnérabilité des individus, des entreprises et des villes face à l'aléa imprévu ou la catastrophe imprévisible.
- l'anticipation des événements dommageables dans les politiques de mobilité.

Mots clés

Mobilité perturbée, stratégie d'adaptation, changement de comportement, résilience